



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
Pôle Carrières et Déchets  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 27/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VALMAT SARL**

205 chemin de Fontanilles  
82710 Bressols

Références : FT/S 2025-160  
Code AIOT : 0006810579

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement VALMAT SARL implanté 205 CHE DE FONTANILLES 82710 Bressols. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection de l'établissement VALMAT SARL implanté 205 CHE DE FONTANILLES 82710 Bressols dans le cadre d'une action régionale de la Direction des Risques Industriels sur l'incendie dans les installations Tri Transit Regroupements des déchets.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALMAT SARL
- 205 CHE DE FONTANILLES 82710 Bressols

- Code AIOT : 0006810579
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VALMAT exploite une unité de transit de déchets, dont des déchets amiantés, implantée sur le territoire de la commune de Bressols.

La société VALMAT propose depuis 2013 toute une gamme de services pour collecter, trier et valoriser les déchets dangereux et non dangereux. Elle réalise le tri et le transit de déchets non dangereux non inertes, et dangereux (déchets amiantés) ainsi que le traitement de déchets non dangereux (broyage de déchets: papiers, cartons, bois).

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
2	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
7	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	3 mois
8	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	3 mois
10	Moyens d'accès et de circulation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	Demande d'action corrective	3 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
5	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
6	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
9	Dispositions au contrôle d'accès	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de cette action régionale se voulant pédagogique sur les moyens de lutte contre l'incendie, l'Inspection constate de la part de l'exploitant une prise de conscience de cet enjeu pour la pérennité de son exploitation et la protection de l'environnement immédiat du site et une volonté de mettre en oeuvre les actions nécessaires.

L'inspection ne constate pas de non-conformité majeure dans l'exploitation de l'installation mais des actions correctives sont attendues par rapport aux points mentionnés dans le présent rapport. Comme précédemment observé lors de la visite du 26 avril 2024 l'exploitant doit mettre en place des actions d'adaptation des moyens de détection, de surveillance et de lutte contre l'incendie afin de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, avec une mise à jour des plans et procédures et consignes de sécurité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositifs de prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum: <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir);</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées;</li> </ul>

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

#### **Constats :**

L'exploitation ne bénéficiant pas d'un Plan d'Opération Interne (POI), il est présenté le Plan de Défense Incendie existant sous la référence V1-05/2021. L'inspection rappelle la nécessité de transmettre aux services d'incendie et de secours, les plans et leurs mises à jour ainsi que de mettre ces informations à disposition des SDIS à l'entrée du site.

Le plan actuel comprend:

- des schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie avec une liste des intervenants internes sous le terme de responsables sans en spécifier les coordonnées précises. Les informations concernant les intervenants extérieurs sont complètes.
- l'organisation de la première intervention et les modalités d'accueil des SDIS en périodes ouvrées ne sont que partiellement décrites. Il existe un synoptique d'intervention sur la plateforme extension BOIS.
- l'Inspection constate l'absence des modalités d'accès des SDIS, de procédures ou de consignes en périodes non ouvrées du site.
- le plan de situation schématique des réseaux reste à améliorer.
- l'exploitant ne peut présenter le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement.
- sur le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie il manque la description sommaire de leur fonctionnement.

L'exploitant transmet le jour de l'Inspection les documents demandés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection des Installations Classées (IIC) demande à l'exploitant de reprendre les documents existants ou demandés afin de les améliorer pour répondre aux attentes de l'article susnommé. L'exploitant doit mettre à disposition des services de secours et sur le site, le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, mentionnant les ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre.

L'actualisation du plan de défense contre l'incendie et sa disponibilité à l'entrée du site et la transmission au SDIS doivent être réalisés prioritairement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Dispositifs de prévention des accidents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer.

Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

**Constats :**

L'exploitant présente la réalisation des formations du personnel à la manipulation théorique et pratique des extincteurs du 30 avril 2025, ainsi que celles du 28 juin 2024. Les formations ont été réalisées par le prestataire protection Incendie du site. Il est présenté les feuilles d'émargement des personnels et intervenants, ainsi que le livret d'accueil pour le personnel reprenant les informations sur la sécurité sur l'emprise de l'exploitation.

L'inspection rappelle les attentes de la réalisation en bonne et due forme de l'exercice de défense

<p>contre l'incendie et notamment en insistant sur le compte rendu afin de prendre en compte d'éventuelles actions correctives ou d'amélioration.</p> <p>Concernant les différents intervenants sur site dont le personnel des entreprises extérieures, l'exploitant présente le document d'information préalable à l'acceptation des déchets sur site (réf CAP.001-A du 30/09/2024) où sont portées les informations sur les interdictions et risques des installations avec le positionnement des extincteurs et RIA.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande la mise en place sur l'année 2025 d'un exercice incendie tel que défini par l'article sus nommé accompagné du compte-rendu exigé. La procédure concernant l'information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre doit-être créée spécifiquement en reprenant les informations existantes du CAP, des plans de défense incendie et le plan des risques identifiés et actualisés sur l'installation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 3 : Dispositifs de prévention contre l'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat de stock des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection est présenté le logiciel de suivi de l'état des stocks, il est demandé la transmission d'une extraction du suivi quotidien (en date du 12/05/2025) sur l'état des stocks de déchets dangereux qui est mis en place sur l'exploitation.</p> <p>L'Inspection interroge sur la possibilité d'évaluer l'état des stocks si pertes d'utilité ou incidents, l'exploitant informe de la sauvegarde extérieure existante sur le site administratif SEMATEC situé route de Corbarieu à Montauban.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement interne</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas sur site de confinements internes concernés par les prescriptions de l'article.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement externe</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;</li> <li>- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;</li> <li>- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;</li> <li>- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente la procédure interne PR-ENV-001-A (en date du 21/03/2024) intitulée "pollution accidentelle" et ayant pour objectif d'intervenir sur le site en cas de déversements</p>



(produits, fuites, etc) par notamment l'utilisation de kit dépollution ou la mise en place de l'obturateur de grille du réseau des rejets liquides. Celle-ci précise les consignes de fermeture de vanne de sectionnement des bassins de rétention des eaux d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Justificatifs de calculs et de dimensionnement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.</li> </ul> <p>Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite l'exploitant présente le plan topographique référencé 241005-26247 (en date du 04/06/2024) avec les relevés bathymétriques des 4 bassins de rétentions des pollutions accidentelles du site principal, accompagné des mesures de volume vis-à-vis des obligations de l'Arrêté Préfectoral en cours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Dispositifs de prévention contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>« Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>« La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le plan de localisation des risques rencontrés sur le site (réponse de l'exploitant du 12/06/2024) qui reprend la typologie des risques identifiés par zone de stockage ou des bâtiments. Ce plan reprend les zones de stockage de l'extension BOIS.</p> <p>Lors de la visite du site l'Inspection observe que la zone de stockage des produits dangereux dans l'atelier ne bénéficie de marquages matérialisant ces zones. À travers le site, sur les zones de stockage, est présente la signalétique adaptée et spécifique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit matérialiser la zone de stockage des produits dangereux dans l'atelier.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 8 : Dispositifs de prévention contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du</li> </ul>

présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation

-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;

-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;

-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;

-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;

-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

#### **Constats :**

L'exploitant présente les consignes de sécurité indiquant:

- interdiction d'apporter du feu (y compris sur le plan de circulation pour les intervenants extérieurs).
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation.
- les mesures à prendre en cas de pollutions accidentelles (V01604/2021).

Les autres exigences ainsi que l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident, sont regroupées dans les procédures n° PR-ENV-001-A et VOI-05-2019.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il reste à l'exploitant à rédiger les procédures sur les vérifications générales périodiques actuelles existantes en consignes d'exploitation sur les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien. Ainsi que les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Dispositions au contrôle d'accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. Cette disposition ne s'applique pas aux installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »
<b>Constats :</b>  Le contrôle d'accès est réalisé sur site par l'intermédiaire de l'affichage à l'entrée du site de l'affichage horaire d'ouverture, l'accès se fait par un seul portail fermé en dehors des périodes d'activités. La clôture du site est effective. Les personnes étrangères à l'établissement sont identifiées à l'accueil où leur est transmis le protocole sécurité du site avec le plan de circulation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Moyens d'accès et de circulation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité au site et circulation
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.  « L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.  « Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.  « Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. »
<b>Constats :</b>

Le jour de l'Inspection est constatée la présence effective d'un plan du site affiché sur un panneau et dans les documents remis à chaque nouvel intervenant dans l'exploitation. Cependant le plan extérieur doit être mis à jour et en rapport avec celui existant dans le protocole sécurité d'accueil du site.

Le site bénéficie d'un accès et le jour de l'inspection les voies de circulation sont maintenues en état de propreté et dégagées pour la libre circulation des véhicules de secours.

De plus l'exploitant précise que les engins de chantier du site (2 camions et 3 pelles) sont systématiquement stationnés en fin d'utilisation dans la zone atelier afin de ne pas encombrer la circulation sur le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant la mise à jour du panneau du plan de circulation du site et le déplacement à l'entrée du site déplacement afin de permettre une signalisation adaptée et visible pour les des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Concernant l'extension de la plateforme stockage/broyage BOIS, il est demandé la mise en place d'un plan de circulation à l'entrée de celle-ci.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

**Prescription contrôlée :**

« Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

« Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

« En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie,

et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. »

**Constats :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) les rapports de vérifications et maintenance des moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs et RIA du 30/04/2025), du contrôle/test alarme incendie du local de stockage de déchets dangereux, ainsi que du contrôle des blocs autonomes d'éclairage effectué le 11/09/2024.

L'exploitant détaille à l'inspection sa recherche sur des moyens compensatoires actuels : présence de deux extincteurs chariots professionnels à poudre d'une grande capacité 50 kg pour les feux de type ABC et de 4 cuves à eaux (1000L) + pompe électrique. Ces moyens ne pourraient se substituer en terme de débit aux moyens existants (RIA). Il reste à en déterminer une procédure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit formaliser une procédure des conditions et modalités de maintien en sécurité des installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois